



L'UNSa Justice et ses syndicats de branches reçus à l'Assemblée Nationale

AUDITION PLF 2025 (mission Justice)

Ce mardi 1^{er} octobre 2024, l'UNSa Justice et ses composantes étaient reçues à l'Assemblée Nationale afin d'être auditionnées sur le Projet de Loi des Finances publiques (PLF) 2025.



N'ayant à ce stade aucun PLF 2025 de la mission Justice entre nos mains, la **Première Organisation Syndicale ministérielle** a fait un état de l'exécution des précédents budgets et surtout du contexte dans lequel nos collègues exercent leurs missions.

Doit-on rappeler que la Justice de ce pays est très en retard sur les standards européens en matière de budget, que de nombreuses réformes ont été engagées avec de surcroît la construction de 15 000 places de prison, la construction et la rénovation de tribunaux... Tout cela s'inscrit dans une Loi de programmation (LOPJ) avec la mise en œuvre de ces réformes et les constructions / rénovations à venir. L'enjeu est de taille pour la Justice car le non-respect année par année, des engagements budgétaires de cette Loi, entraînerait des conséquences importantes.

Le non-respect de la LOPJ est une ligne rouge pour l'UNSa Justice. En effet, cette Loi de programmation contient du foncier (bâtiminaire), mais aussi un plan de recrutement important pour toutes les directions de services.

Le non-respect des accords signés ci-dessous constituent eux aussi des lignes rouges :

- **Pour l'UFAP UNSa Justice en juin à la DAP à la suite du drame d'Incarville**, avec 33 mesures visant principalement la sécurité des personnels.
- **Pour l'UNSa SJ à l'automne dernier à la DSJ** avec le passage du greffier en catégorie « A » pour 3200 d'entre eux, la promotion de 700 adjoints administratifs en greffiers et la reconstitution du grade de greffier principal (qui constituera les premiers 3200 greffiers A).

S'agissant de la PJJ, avec l'UNSa SPJJ nous avons d'une part, rappelé et dénoncé la situation actuelle avec les 500 agents contractuels non renouvelés et les trop nombreuses carences d'effectifs dans les services. Il est donc indispensable de revoir à la hausse la masse salariale à la PJJ afin de pourvoir l'ensemble des postes vacants. Nous avons aussi insisté sur la nécessité d'engager un bilan des Centres Educatifs Fermés. Concernant de la Justice de proximité, il est urgent de s'interroger sur la pertinence des moyens octroyés en termes de besoin, tout comme sur l'absence de transparence budgétaire.

L'UNSa Justice et l'UNSa Justice SG AC ne pouvait passer sous silence les besoins importants que nous exigeons s'agissant du Plan de Transformation Numérique (PTN). Il faut aussi s'interroger sur le pilotage et la gestion visant la dépense de l'enveloppe consacré à ce plan. **Nous avons insisté sur le fonctionnement catastrophique et les carences des applicatifs métiers et le besoin de se concentrer sur le sujet.**

Sur un plan plus transversal, l'UNSa Justice a porté sa revendication concernant l'octroi d'une enveloppe budgétaire suffisante afin de conduire prochainement des travaux de revalorisation indemnitaires et de promotions pour nos collègues des corps communs administratifs et l'aboutissement de la réforme de la filière technique ministérielle. Leur reconnaissance constitue une exigence forte et majeur !

L'UNSa Justice ne pouvait être auditionnée sans évoquer l'intérêt que nous portons à la brique budgétaire de l'action sociale du ministère de la Justice. Par conséquent, pour la **Première Organisation Syndicale le budget devant être alloué à ce titre, se doit d'être en progression et à minima à budget constant.**

Paris, le 1^{er} octobre 2024

Le Secrétaire général
Jean-François FORGET